

# HUCHON 2010

## DÉCENTRALISATION, LE GRAND BOND EN ARRIÈRE

C'est la décentralisation lancée, il y a 25 ans, toujours inachevée, à laquelle Nicolas Sarkozy tourne le dos. Elle a, pourtant, dynamisé les territoires, rapproché les pouvoirs des citoyens, promu la démocratie locale.

Les projets de Nicolas Sarkozy engagent une profonde régression au moment où le pays et les Français ont plus que jamais besoin des services et des équipements des collectivités locales qui les protègent.

Les projets de Nicolas Sarkozy signifient :

- l'incapacité des élus locaux à intervenir efficacement,
- un coup terrible porté aux services publics et la mise en cause de la solidarité,
- la fin des Régions, en particulier de l'Île de France.

### LA RÉFORME TERRITORIALE DU GOUVERNEMENT

Sarkozy veut supprimer les conseillers généraux et les conseillers régionaux pour créer des conseillers territoriaux au motif de faire des économies.

**MENSONGE** : les économies n'équivaudront qu'à 0,001% des budgets des Régions et des Départements !

Nicolas Sarkozy veut supprimer des pouvoirs aux Régions et aux Départements au motif qu'ils interviennent dans les mêmes domaines.

**MENSONGE** : 95% de leurs dépenses respectives résultent de leurs compétences propres et les 5% restant correspondent à des contrats entre ces deux catégories de collectivités.

### LA CRÉATION DU "GRAND PARIS"

Sarkozy a proclamé en 2007 la nécessité de mettre en œuvre une vaste collectivité parisienne pour y développer l'attractivité économique et y réaliser de grands projets d'aménagement.

**MENSONGE** : le projet se résume aujourd'hui à la réalisation d'un métro automatique qui reliera les aéroports et les zones économiques d'excellence (La Défense, Roissy, etc....).

Ce réseau pharaonique évalué à 25 milliards d'euros ne répond pas aux urgences de déplacement des Franciliens. Pour financer ce projet - qui ne verra pas le jour avant 20 à 30 ans - l'État dessaisit les maires de leur pouvoir d'urbanisme pour exproprier, autour des 40 gares envisagées, les espaces à céder aux promoteurs.

## **LA SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE**

Sarkozy met ainsi en œuvre une promesse faite au MEDEF au motif de soutenir les entreprises devant faire face à la concurrence internationale.

**MENSONGE** : ce sont les secteurs du B.T.P, de l'agriculture et des services à la personne, guère exposés à la concurrence internationale, qui vont prioritairement en bénéficier. Les ressources des collectivités locales vont également en faire les frais, aucune mesure de compensation pérenne ne pouvant être assurée par un gouvernement qui a mis l'État en faillite. Ce sont donc les services publics locaux qui vont en pâtir et les citoyens, au bout du compte, qui paieront pour augmenter les profits des entreprises.

## **CE QUE PROPOSENT LES SOCIALISTES**

### **CONDUIRE LA DÉCENTRALISATION JUSQU'AU BOUT**

La décentralisation, qui a donné de nouveaux pouvoirs aux collectivités, a beaucoup apporté aux Français : développement des services, modernisation des équipements, embellissement des villes, etc. Elle exige désormais une clarification des compétences revenant aux différentes catégories de collectivités.

Elle signifie la reconnaissance de la responsabilité fiscale aux collectivités devant les électeurs. Elle implique également l'achèvement de l'intercommunalité sur tout le territoire francilien.

### **CONSTRUIRE PARIS MÉTROPOLE**

Cette belle idée, lancée par Bertrand Delanoë et adoptée par de nombreux élus de gauche comme de droite, est en train d'être gâchée par les préoccupations partisans de Nicolas Sarkozy qui oppose les Parisiens aux autres Franciliens.

Les socialistes sont résolument favorables à la poursuite de l'expérience lancée au sein de Paris-Métropole, association volontaire de plus de 180 collectivités, pour répondre, en coopération avec la Région, aux besoins particuliers de l'agglomération parisienne en matière de transports, de logements, d'aménagement, etc.

### **RÉTABLIR UN LIEN ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LES COLLECTIVITÉS**

La réforme territoriale ne peut handicaper gravement les collectivités locales dont le bon fonctionnement conditionne la cohésion nationale : leur rôle s'avère indispensable à la croissance puisqu'elles assurent 75% des investissements publics.

Les socialistes sont favorables à une réforme de la taxe professionnelle qui maintient un lien étroit entre le dynamisme des entreprises et les ressources des collectivités. Ils proposent donc une réforme qui redistribue sa charge afin d'aider les entreprises industrielles et les PME confrontées à la concurrence internationale, une réforme qui répartit les ressources entre collectivités riches et pauvres pour réduire les inégalités et renforcer la solidarité territoriale.

